

L'inaction des membres du gouvernement scandalise. Il est vrai que le gouvernement n'a rien fait et il est vrai que le 22 août le communiqué officiel des syndicats annonçait que la grève éclaterait le 26 août. Le gouvernement savait des semaines à l'avance que cela se préparait et il aurait dû pouvoir compter, comme nous en 1960, sur une mesure législative qui aurait tué la grève dans l'œuf, une mesure législative qui l'aurait empêchée, qui aurait contraint les ouvriers à reprendre les négociations collectives, sachant qu'aucun enfantillage ne serait toléré. Et pourtant il a tergiversé; il n'a rien fait.

Alors même que la grève est à nos portes, le 26 août, sans mesure législative de prête, sans rien de concret à proposer, il est resté comme frappé de stupeur, se contentant de rappeler le Parlement pour le 29 août. Et ensuite, avec tout ce temps devant lui, avec tous ces renseignements dont il disposait, avec tous ces rapports de gens en qui il avait confiance, tout ce qu'il a pu présenter quand le grand jour est arrivé, quand le Parlement s'est réuni le 29 août, c'est l'un des bills les plus étonnants jamais vus. Allant à l'encontre de tous les conseils qui lui avaient été donnés, de toutes les injonctions dont il avait entendu parler, il a accouché d'un bill offrant 6 p. 100 pour 1966 sans annoncer rien d'autre pour l'avenir et demandant aux ouvriers de retourner au travail. Ce document, qui ne tenait aucun compte des réalités, était tellement irréalisable qu'il a froissé la conscience du grand public, même celle des gens qui souffraient des conséquences de la grève.

Puis, nous avons connu une troisième étape; pendant trois jours, le gouvernement a écouté le barrage de critiques efficaces, de critiques constructives, mais il soutenait opiniâtrement l'attitude qu'il avait prise en premier lieu, c'est-à-dire qu'il était prêt à accorder une hausse de 6 p. 100 sans faire aucune autre concession. Il a entendu la voix des conservateurs de l'autre endroit par l'intermédiaire de leur éminent chef, qui a prononcé un discours logique, dans lequel il préconisait l'application des projets et des recommandations du rapport de M. le juge Munroe en ce qui avait trait aux salaires. Il s'est entêté à refuser de se rendre à cette thèse jusqu'au moment où, dans une réunion secrète des membres de son parti, une rébellion s'est déclenchée le forçant à capituler et à présenter le bill qui a, finalement, été adopté aujourd'hui.

L'honorable M. Smith (Queens-Shelburne): Y étiez-vous?

L'honorable M. Choquette: Il n'a pas besoin d'être là.

L'honorable M. Walker: Il y a eu tant de fuites à votre propre caucus, même de la part de certains de mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, que j'ai eu, une heure après, un rapport complet de ce qui s'était passé. Il est évident que mon ami n'était pas là, car il ne rirait pas.

L'honorable M. Smith (Queens-Shelburne): J'y étais.

L'honorable M. Walker: Ensuite, il y a eu une quatrième étape dans l'incapacité à prendre les mesures voulues aujourd'hui lorsqu'il y a eu volte-face complet lorsque le gouvernement ne pouvait en faire assez pour apaiser l'opposition et pour accepter les suggestions de l'opposition. Le gouvernement sort finalement de sa rêverie, et au tout dernier moment, lorsque le gouvernement a été forcé d'être réaliste par l'argument du chef de l'opposition, qui, afin de sauver du temps, a été le seul à parler au nom des 95 conservateurs; il a présenté des amendements au projet de loi portant les 6 p. 100 prévus pour 1966 à 18 p. 100 pour deux ans. Le gouvernement a finalement adopté la formule Munroe, et ensuite pour sauver la face—c'est une vieille coutume orientale que de faire harakiri si vous ne pouvez sauver la face—mais pour sauver la face, dis-je, il a dit que les employés des chemins de fer auraient dû savoir tout ce temps-là qu'il a toujours eu l'intention de leur accorder 18 p. 100. Avez-vous déjà entendu quelque chose de plus ridicule? Même les sénateurs de l'autre côté n'avaient pas la moindre idée qu'il voulait dire 18 p. 100 lorsqu'il disait 6 p. 100, et s'ils n'étaient pas au courant de cela, comment les employés des chemins de fer pouvaient-ils l'être? Sont-ils censés posséder le don de clairvoyance?

Le mal est fait maintenant; à midi, demain, l'économie aura souffert une paralysie d'une semaine. Il n'y a maintenant rien à faire; tout cela est passé. Nous voulons, la plupart d'entre nous de ce côté-ci, quoique je crois qu'il y ait une exception, nous voulons, dis-je, que le bill soit adopté. Non pas parce que nous nous estimons satisfaits du bill; pas du tout. Mais nous voulons que les trains se remettent en marche.

Plusieurs d'entre nous auraient voulu que lumière se fasse à propos de certaines des recommandations auxiliaires qui ont été mentionnées dans le rapport de M. le juge Freedman, ou tout au moins qu'il ait été fait mention de certains critères de base devant servir à ceux qui vont s'occuper de la négociation collective relativement à ce qu'était